

SOMMET DES ÎLES ANGLO-NORMANDES / NORMANDIE / MANCHE À GUERNESEY

PÊCHE, DÉROGATION AU PASSEPORT, ENVIRONNEMENT ET ACTIONS DE COOPÉRATION AU MENU DES ÉCHANGES

Le sommet annuel des îles Anglo-Normandes / Normandie / Manche s'est tenu vendredi 22 septembre à Guernesey. Jean Morin, Président du Département de la Manche, François-Xavier Priolaud, vice-président de la Région Normandie, Kirsten Morel, Ministre du développement économique de Jersey et Jonathan Le Tocq, Ministre des affaires étrangères de Guernesey ont abordé des sujets stratégiques communs à ces territoires, en présence de Xavier Brunetière, Préfet de la Manche.



PÊCHE

Le Brexit a modifié les relations entre la France et les îles Anglo-Normandes concernant la pêche. Pour Jersey, c'est la fin des Accords de la Baie de Granville et de son régime de gestion partagée. Les îles Anglo-Normandes ont le contrôle de leurs eaux territoriales. Elles délivrent des autorisations et imposent des restrictions qu'elles jugent nécessaires.

En 2023, Jersey a délivré 133 licences définitives dont 78 aux navires normands et Guernesey 41 licences dont 14 à des navires normands.

En complément de ces licences, l'année 2023 a vu la mise en place de conditions restrictives adossées aux licences de pêche. Jersey a notamment instauré l'obligation de détention de permis de pêche pour chaque métier exercé. Ainsi, un bateau ayant une licence peut détenir plusieurs permis s'il exerce plusieurs métiers. **En 2023, 181 permis ont été attribués par Jersey aux 78 navires normands bénéficiant de licences définitives ayant accès aux eaux jersiaises.** Lors de la réunion, les partenaires anglo-normands ont travaillé sur les suggestions du comité régional des pêches normand concernant les conditions d'attribution de ces permis.

De plus, Jersey est actuellement engagé dans un processus de mise en place d'un plan de planification marine : document qui leur permettra, sur la base d'un état des lieux, d'identifier les enjeux concernant l'espace marin (développement économique, ressources, environnement, énergie...) et de prévoir les développements futurs (parcs éoliens, restrictions, protection de zones...). Le Comité régional des pêches a demandé à être associé à la mise en place du Marine Spatial Plan de Jersey en raison de l'importance des eaux jersiaises pour la flotte normande (Manche Ouest). **Jonathan Le Tocq a annoncé la présentation d'une première ébauche qui fera l'objet d'une consultation de 3 mois à laquelle seront associés les pêcheurs normands et bretons.**

Côté débarque, Un SIVEP (service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire) est réclamé à Granville depuis le Brexit, par les élus jersiais et normands. Un dossier de demande a été fait par la SPL du Port de Granville dès septembre 2020. En 2023, le Conseil Départemental de la Manche a continué à interpellier l'Etat, (échanges avec la Préfecture, rencontres avec le Ministre de la Mer, intervention de députés et sénateurs normands) afin de voir le dossier avancer.

Un nouveau dossier du SIVEP a été déposé début septembre 2023 et est désormais en attente d'acceptation par l'Etat. Une fois le dossier accepté le dossier sera transféré à l'Union Européenne qui apportera une réponse dans un délai d'environ 3 mois. Ainsi, une ouverture du SIVEP semble, pourrait intervenir en début d'année 2024.

La débarque des pêcheurs à Dielette devrait être bientôt possible. La procédure est en cours pour que Dielette devienne un port de transit des produits de la pêche, traités par la criée de Cherbourg.

"Paradoxalement, le Brexit nous rapproche. Le pragmatisme anime nos discussions qui sont franches et constructives. D'une difficulté nous faisons une force", se félicite François-Xavier Priollaud, vice-président de la Région Normandie.

| DÉROGATION AU PASSEPORT

Les partenaires ont effectué un **premier bilan positif concernant l'expérimentation de dérogation au passeport à Jersey et Guernesey sur la saison touristique 2023**, les chiffres des visiteurs en augmentation en attestent. **L'industrie touristique des îles tout comme les jumelages souhaiteraient voir une extension de la dérogation pour des séjours de plusieurs jours.**

La compagnie Manche îles Express fait état de 46 244 passages au 31 août avec une prévision d'environ 54 000 à la fin de la saison contre 40 000 passages en 2022, avant la dérogation.



La Ministre de l'intérieur de Jersey Helen Miles a annoncé que la dérogation serait étendue à fin 2024. L'extension à des séjours de 72h sera discutée avec Londres en janvier 2024.

ENVIRONNEMENT

Lors du sommet, les représentants des États de Guernesey ont présenté aux acteurs normands leur stratégie environnementale et les projets envisagés en terme de politique énergétique.

L'île de Jersey a de son côté présenté son plan de planification marine, projet d'extension du réseau des zones marines protégées qui amènerait à ce qu'environ 30% de la surface des eaux territoriales jersiaises soient protégées.

Jean Morin se réjouit des objectifs des îles Anglo-Normandes qui s'engagent tout comme la Manche dans une politique de mix énergétique : « *Nous avons dans ce domaine aussi des coopérations à mettre en place en s'appuyant sur le pôle industriel du port de Cherbourg* ».

ACTIONS DE COOPÉRATION

La réunion a également permis de dresser un bilan des principales actions de coopération menées depuis un an :

- Économie
- Culture et jumelages
- Éducation
- Énergie et environnement
- Actions à venir autour du 80^e anniversaire du Débarquement et du millénaire de Guillaume Le Conquérant en 2027

Pierre Vogt, Président du syndicat mixte association Normandie-Manche se félicite du succès de ces échanges.

DIVERS

Jean Morin a d'ores-et-déjà invité les autorités anglo-normandes aux commémorations du 80^e anniversaire du Débarquement dans la Manche.

Quelques repères

Le sommet : le Département de la Manche et la Région Normandie développent des liens avec les îles Anglo-Normandes depuis 1995. Les deux collectivités ont formalisé ce partenariat à travers un accord de coopération renouvelé tous les 3 ans avec le Gouvernement de Jersey, les États de Guernesey et les partenaires associés : les États d'Aurigny et le Chief Pleas of Sark. Cet accord de coopération prévoit la rencontre annuelle des élus partenaires sous la forme d'un « sommet ».

Contexte des îles Anglo-Normandes : on parle d'îles Anglo-Normandes en général mais ce terme est davantage une indication géographique. En effet, Jersey et Guernesey sont 2 bailliages distincts, soit 2 territoires juridiques indépendants avec leur propre gouvernement et leurs propres lois.

Le bailliage de Jersey comme le bailliage de Guernesey (qui comprend également les îles de Sercq et Aurigny) ne font ni partie du Royaume-Uni, ni de l'Union Européenne ou de l'Espace Schengen.

En revanche, ce sont des dépendances directes de la Couronne britannique, représentées par les Lieutenant-Gouverneurs. Les deux bailliages de Jersey et Guernesey sont des petits territoires qui comptent, en tout, environ 170 000 habitants (103 100 à Jersey, 64 234 à Guernesey, 2 141 à Aurigny, 550 à Sercq).